CE MONDE QUI BOUGE

Hollande, les harkis, l'assassinat de Nahed Hattar... et l'école algérienne

Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Deux faits marquants dimanche dernier. La question des harkis en France et l'assassinat de l'écrivain jordanien Nahed Hattar. Les harkis pour commencer. Bien que beaucoup en Algérie veuillent tourner la page, il y aura toujours quelqu'un en France, en général un nostalgique de l'Algérie française, pour tenter, via une relecture dévoyée de l'Histoire, de faire porter aux Algériens la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les harkis. Or, il s'agit d'un problème franco-français.

L'élection présidentielle française se profilant à l'horizon, le Président Hollande s'est exprimé sur le sujet dimanche en reconnaissant la responsabilité de la France «dans l'abandon des harkis, les massacres de ceux restés en Algérie…». Certes, il a cherché à couper l'herbe sous le pied de la droite et de l'extrême-droite – Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen – qui attisent la haine. Mais au lieu de reconnaître que «la France porte une responsabilité dans l'ensemble de la guerre d'Algérie», comme l'a souligné Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste français (PCF), seul parti français à s'être franchement exprimé sur cette question, le Président français s'est livré à des «hommages sélectifs». Ce qui a poussé Pierre Laurent à rappeler que la France coloniale a utilisé des Algériens, les harkis, «contre la majorité de la population algérienne qui souhaitait l'indépendance».

Quant aux «massacres» de harkis, dans une Algérie - celle de l'été 1962 - en proie à une terrible crise au sein du FLN-ALN où deux groupes se disputaient le pouvoir, où il n'y avait pas alors d'Etat, la tentation était grande parmi une population traumatisée par sept ans et demi de répression coloniale sanglante, de se faire justice elle-même en s'en prenant aux harkis abandonnés par l'armée française. Sans faire de parallèle et sur un autre registre, l'armée américaine n'avait-elle pas fait de même en laissant tomber des dizaines de milliers de supplétifs vietnamiens en 1975 au lendemain de la chute de Saigon ? Et pourtant, les Américains n'en font pas des tonnes comme les Français. Aujourd'hui, la question ne serait-elle pas de savoir si les harkis et leurs descendants – ils seraient 500 000 – qui ont voté jusque-là pour la droite et le Front national, vont changer de braquet après le discours de Hollande ? Rien de moins sûr.

Dimanche toujours, à Amman (Jordanie), c'est l'assassinat de l'écrivain et éditorialiste du quotidien de gauche arabophone libanais *Al-Akhbar*, Nahed Hattar, par un islamiste qui a fait l'actualité. Un «écrivain controversé», lit-on dans certains médias. Cela veut-dire quoi ? Présenté de cette manière, cela signifierait que Nahed Hattar a beaucoup de choses à se reprocher. Il s'est même trouvé une spécialiste dans le quotidien français *Libération* pour affirmer que l'écrivain jordanien, qu'elle qualifie de «porte-parole des nationalismes arabes de gauche», «aurait reçu des pots-de-vin du régime syrien, pour en faire la promotion dans son pays» ! Cet intellectuel engagé, de confession chrétienne, a été tué par balles par un salafiste le jour où il se rendait au tribunal d'Amman sur plainte du gouvernement jordanien pour insulte à la religion : il avait publié sur sa page Facebook une caricature, dont il n'était pas l'auteur, jugée blasphématoire envers l'Islam. Il a été assassiné comme l'ont été avant lui de nombreux intellectuels progressistes à l'instar de Tahar Djaout en Algérie, Farag Foda en Egypte, et tant d'autres…

La mort de Nahed Hattar a suscité de nombreuses condamnations en Jordanie. Je retiendrai, pour ma part, que Dar al-Ifta, la plus haute autorité religieuse sunnite de Jordanie, a dénoncé son assassinat et a appelé les Jordaniens à «combattre le terrorisme et la sédition». Même les Frères musulmans, qui ont obtenu jeudi dernier 12,3% des sièges au Parlement jordanien à l'issue des élections législatives, ont condamné ce meurtre.

L'Algérie pour conclure. Disons-le nettement, sur la question de l'école, ceux qui dénoncent les réformes de Mme Benghabrit abusent les Algériens qui, dans leur majorité, savent que l'école algérienne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui est devenue une fabrique d'intolérance et de détestation des autres religions (dixit El-Kadi Ihasane) et, partant, une institution qui fabrique de l'échec et non une fabrique de savoir et de citoyenneté. Dans un monde en très rapide évolution, et au-delà de la question linguistique qui est un vrai problème, la question est celle de savoir quelle école on veut. Une école en mesure de former et préparer les futures générations à relever les défis scientifiques et technologiques et culturels auxquels fait face l'Algérie ou une école continuant à produire de l'échec et des laissés-pour-compte en série ? Un constat, entre autres : selon l'économiste Abdelhak Lamiri, à peine 5% de l'enseignement sont consacrés aux matières scientifiques et technologiques et qu'aucune université ne forme à la gestion des projets.

H. Z.

PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Ahd 54 se déterminera d'ici fin décembre

Au niveau de Ahd 54, on n'est pas encore fixé par rapport à la position à adopter à l'occasion des élections législatives du printemps prochain.

Photo : Samir Sid

Ali-Fawzi Rebaïne, président de Ahd 54.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Le président du parti qui s'exprimait, hier, dans une conférence de presse, a soutenu que plusieurs éléments seront pris en compte dans la prise de cette décision, apanage du conseil national qui aura à trancher la question, au plus tard la fin de l'année en cours.

Par éléments, Ali-Fawzi Rébaïne dit faire allusion à «l'environnement politique national qui, selon lui, évoluera inexorablement dans les six mois à venir», convaincu qu'il est que la «situation de léthargie actuelle ne peut pas durer plus longtemps».

Echéance à laquelle, affirme-t-il, «les uns et les autres auront à se déterminer». Pour les uns et les autres, le président de Ahd 54 précise qu'il s'agit des «centres d'intérêt», lui qui dit «récuser l'existence de clans au sommet du pouvoir, et y croire serait, selon lui, une «grande erreur».

Mais pour le triple candidat aux élections présidentielles, ce sera plus «l'engagement militant» qui sera déterminant dans l'adoption de la position à l'égard des prochaines échéances électorales, avec, fait-il remarquer, un environnement national empreint de pressions économiques et sociales, citant, entre autres, la dégringolade sans cesse du pouvoir d'achat des ménages, le chômage mais surtout l'absence de tout projet économique du pouvoir.

Le président de Ahd 54, qui dit récuser le mot réforme de l'école, puisque, selon lui, il n'y en a pas, soutient que tout ce qui se dit ces derniers temps autour de l'école n'est que «faux débats».

Car, estime-t-il, «les vraies réformes ne peuvent être l'émanation du pouvoir mais celle de la famille de l'éducation, les acteurs principaux, les enseignants en tête».

Ali-Fawzi Rebaïne tourne, par ailleurs, en dérision l'adoption par l'APN, la semaine dernière, du projet de loi portant institution d'un Haut-Conseil des droits de l'Homme. «Les droits de l'Homme sont du ressort de ligues qui les défendent et constituent un contre-pouvoir et chez nous, c'est le pouvoir qui s'en approprie. C'est à en rire ou à en pleurer», affirme-t-il, réservant la même ironie au renouvellement, récemment, des membres de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, sans que, regrette-t-il, l'ancienne équipe «présente de bilan» de son action jusqu'ici.

M. K.

LE SATELLITE ALCOMSAT1, DÉDIÉ AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Lancement avant juin 2017

Le satellite Alcomsat1, dédié aux télécommunications, sera lancé avant juin 2017, a annoncé hier à Alger le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik, soulignant qu'il permettra de renforcer la souveraineté nationale dans les domaines des télécommunications et la télédiffusion.

Photo : DR

Renforcer la souveraineté nationale dans le domaine des télécommunications.

«Le satellite Alcomsat1 sera lancé avant la fin juin 2017 avec pour objectif de renforcer la souveraineté nationale dans les domaines des télécommunications et la télédiffusion, de la téléphonie et d'internet», a assuré M. Oussedik lors d'une conférence de presse, au terme du lancement réussi lundi de trois satellites d'observation algériens. Il a précisé que c'était un grand programme qui est mis en place, dans le cadre de ce projet, avec la dotation d'une station terrestre au niveau de Bouchaoui, avec des redondances à hauteur des Hauts-Plateaux, ajoutant que son exploitation est confiée à des compétences algériennes, qui sont en formation. M. Oussedik a révélé que ce projet se faisait en partenariat avec les Chinois, avec lesquels l'Algérie avait un programme de formation «très vaste», relevant que 150 PHD et masters sont en formation.

«En plus de cet effectif, 170 autres sont en train d'apprendre et de participer à la réalisation des satellites», a-t-il dit.

Trois satellites algériens (Alsat-1B, Alsat-2B et Alsat-1N) ont été lancés avec succès lundi par le lanceur indien PSLV C-35 depuis le site de Sriharikota du centre spatial de Satich Dhawan (sud-est de l'Inde).

Ce programme spatial vise, à travers ces instruments stratégiques, «à renforcer les capacités de l'Algérie en matière d'observation de la terre au service du développement durable et du renforcement de la souveraineté nationale».

APS